

N° 1189.

---

**POLOGNE ET TURQUIE**

Convention de commerce et protocole  
final, signés à Lausanne, le 23  
juillet 1923.

---

**POLAND AND TURKEY**

Commercial Convention and Final  
Protocol, signed at Lausanne,  
July 23, 1923.

N<sup>o</sup> 1189. — CONVENTION<sup>1</sup> DE COMMERCE ENTRE LA POLOGNE ET LA TURQUIE, SIGNÉE A LAUSANNE, LE 23 JUILLET 1923.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 mai 1926.*

LA POLOGNE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de régler leurs relations commerciales réciproques, ont résolu de conclure une convention et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

- M. Jan MODZELEWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,
- M. Aleksander ŁADOŚ, conseiller de légation, chef de division au Ministère des Affaires étrangères,
- M. Henryk TENNENBAUM, directeur de Département au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

LE GOUVERNEMENT DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE DE TURQUIE :

- Son Excellence ISMET PACHA, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie, député d'Andrinople à la même assemblée,
- Son Excellence le D<sup>r</sup> Riza NOUR bey, ministre des Affaires sanitaires et de l'Assistance sociale du Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie, député de Sinope à la même assemblée ;
- Son Excellence HASSAN bey, ancien ministre de l'Economie nationale du Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie et député de Trébizonde à la même assemblée ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article premier.*

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation, ni de transit.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent le droit d'établir des prohibitions et restrictions pour les importations et exportations :

- 1<sup>o</sup> Pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à sauvegarder l'activité économique de la nation ;

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 17 mars 1924.

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 11189. — COMMERCIAL CONVENTION <sup>2</sup> BETWEEN POLAND AND TURKEY, SIGNED AT LAUSANNE, JULY 23, 1923.

*French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 27, 1926.*

POLAND, of the one part, and TURKEY, of the other part, desirous of regulating their mutual commercial relations, have decided to conclude a Commercial Convention, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

## THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

- M. Jan MODZELEWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne ;
- M. Aleksander ŁADOŚ, Counsellor of Legation, Head of Division in the Ministry of Foreign Affairs,
- M. Henryk TENNENBAUM, Head of Department in the Ministry of Industry and Commerce ;

## THE GOVERNMENT OF THE GRAND NATIONAL ASSEMBLY OF TURKEY :

- His Excellency ISMET Pasha, Minister for Foreign Affairs of the Government of the Grand National Assembly of Turkey, Deputy for Adrianople to that Assembly,
- His Excellency Dr. RIZA NOUR Bey, Minister for Health and for Public Assistance of the Government of the Grand National Assembly of Turkey, Deputy for Sinope to that Assembly,
- His Excellency HASSAN Bey, Former Minister for National Economy of the Government of the Grand National Assembly of Turkey and Deputy for Trebizond to that Assembly ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

*Article 1.*

There shall be reciprocal freedom of trade and navigation between the territories of the Contracting Parties. Accordingly, the Contracting Parties undertake not to hamper their mutual commercial relations by any import, export or transit prohibitions or restrictions.

The Contracting Parties reserve the right, however, to apply import and export prohibitions and restrictions :

- (1) To retain possession of such resources as are indispensable to maintain the food supply and to safeguard the economic life of the nation ;

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations.

<sup>2</sup> The exchange of ratifications took place at Berne, March 17, 1924.

- 2° Pour des raisons de sécurité de l'Etat ;
- 3° Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles et particulièrement dans l'intérêt de la santé publique, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;
- 4° Pour les marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat ;
- 5° En vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
- 6° Pour empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

#### Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons, ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane, à l'exception des droits de statistique et de surveillance.

Aucune des Parties contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs, dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) Pour raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux ;
- c) Pour les contrefaçons et les marchandises qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, font l'objet d'un monopole d'Etat.

#### Article 3.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire les achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes même sur les échantillons chez les négociants ou autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Les voyageurs de commerce des Parties contractantes munis d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités de leur pays respectif, auront réciproquement le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais point de marchandises. Cette carte devra être établie conformément au modèle de l'annexe A.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des affaires pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe assimilée, qui seront importés comme échantillons ou modèles par

- (2) For reasons of national security ;
- (3) As a sanitary measure or for the protection of animals and useful plants against diseases and noxious insects and parasites, and more especially in the interests of public health, in accordance with the international principles adopted in this connection ;
- (4) In the case of goods which constitute State monopolies ;
- (5) For the purpose of applying to foreign goods such prohibitions or restrictions as are or may be prescribed by domestic laws, as regards the manufacture, sale, conveyance or consumption in the country of similar native goods ;
- (6) In order to prevent the export of gold specie or bullion.

*Article 2.*

Both Contracting Parties undertake to accord each other reciprocal freedom of transit over the lines of communication most suitable for international transit, for passengers, baggage, goods, and articles of every kind, packets, vessels, boats, carriages and wagons and other means of transport, and shall guarantee to each other in this respect most-favoured-nation treatment.

Goods of every kind crossing the Customs territory of one of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties, except statistical dues and supervision charges.

Neither of the two Contracting Parties shall, however, be bound to ensure the transit of travellers who are forbidden to enter its territory.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of public safety or of national security ;
- (b) For reasons of health or as a precaution against diseases in animals or plants ;
- (c) In the case of counterfeit goods and goods which constitute a State monopoly in the territory of one of the Contracting Parties.

*Article 3.*

Merchants, manufacturers and other industrialists of one of the Contracting Parties, who prove, by the production of a trading certificate, issued by the competent authorities of their own country, that they are authorised to carry on their trade and industry in that country and that they pay the legally-established taxes and imposts there, shall have the right to make purchases, either in person or through travellers employed by them, from merchants or producers, or in public places of sale, in the territory of the other Party. They may also take orders, even on sample, from merchants and others who use goods corresponding to such samples, in their trade or industry.

Commercial travellers of the Contracting Parties holding identity cards issued by the authorities of their respective countries shall be reciprocally entitled to carry samples or models, but no goods. Such cards must be drawn up in accordance with the model given in Annex A.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for the issue of identity cards, and the regulations which commercial travellers must observe when conducting their business.

It is understood, however, that the aforesaid commercial travellers shall not be entitled to do business for any merchants or manufacturers other than those named on their cards.

With the exception of goods the import of which is prohibited, articles liable to Customs duty or to any other similar charge, which are imported as samples or models by these travellers, shall

les voyageurs de commerce, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droit d'entrée ou de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés soit bien établie, quel que soit le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie au bureau de douane d'entrée, soit par un dépôt en espèces, soit par une caution valable.

En ce qui concerne les formalités auxquelles les négociants et les industriels (voyageurs de commerce) sont soumis dans les territoires des Parties contractantes, les deux pays se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

#### *Article 4.*

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé (Annexe B), délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes d'identité prévues à l'alinéa précédent.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes se réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

#### *Article 5.*

Sous l'obligation de réexpédition et de réimportation dans le délai d'un an et de la preuve d'identité et, éventuellement, sous réserve de dépôt, de cautionnement ou de consignation des droits de douane, et, d'une manière générale, à charge d'observer les règlements en vigueur dans la matière, la franchise de tous droits d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1<sup>o</sup> Pour les échantillons passibles d'un droit de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce ;

2<sup>o</sup> Pour les objets destinés aux expositions et aux concours.

#### *Article 6.*

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'État, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujettis à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, il ne sera accordé par l'une des Parties contractantes aux navires nationaux aucun privilège ni aucune facilité qui ne soient également accordés, en pareil cas, aux navires de l'autre Partie.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que chacune des Parties contractantes réserve au seul pavillon national le cabotage, la pêche dans les eaux territoriales, ainsi que le remorquage et autres services de port.

on both sides be admitted free of import and export duties, provided that they are re-exported within the prescribed period, and that the identity of the imported with the re-exported articles is duly established, no matter through what Customs office they pass on exportation.

The re-exportation of samples or models must be guaranteed, at the Customs office through which they pass on importation, either by a cash deposit or by adequate security.

As regards the formalities to be complied with by merchants and manufacturers (commercial travellers) in the territories of the Contracting Parties, the two countries guarantee each other most-favoured-nation treatment.

#### *Article 4.*

Nationals of one of the Contracting Parties, proceeding to fairs and markets for business purposes shall not receive less favourable treatment in the territory of the other than its own nationals, provided they are able to produce an identity certificate in conformity with the annexed model (Annex B), issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for the issue of the identity certificates referred to in the preceding paragraph.

The above provisions shall not be applicable to itinerant traders, hawkers, or individuals canvassing orders from persons not engaged in any trade or industry, each Party reserving full legislative freedom in this respect.

#### *Article 5.*

Subject to the obligation of re-exportation and re-importation within a period of one year, and to the furnishing of proof of identity, and subject, if necessary, to the deposit of caution money or of Customs duty and, generally, subject to compliance with the regulations in force in this connection, freedom from all import and export duties shall be accorded reciprocally :

- (1) To samples liable to Customs duty, including commercial travellers' samples ;
- (2) To articles intended for exhibitions or competitions.

#### *Article 6.*

Vessels and boats flying the flag of one of the two Contracting Parties, entering in ballast or in freight the waters and ports of the other Party, or leaving the same, whatever may be their place of departure or destination, shall not be subjected as regards their entry, exit or passage, to any duty or tax of any nature whatsoever, levied for and on account of the Government, the provinces, communes or any other organisations, other or higher than those which are at present, or may in the future be, levied on the craft of the country concerned. Their cargoes, whatever may be their place of origin, shall not pay other or higher import duties and shall not be subjected to other charges than those which would be levied if they had been imported in a ship flying the flag of the country concerned. Their passengers and the passengers' baggage shall receive the same treatment as if they had been travelling in a vessel flying the flag of the country concerned.

As regards the berthing of the vessels, their loading and unloading in ports, roadsteads, harbours and docks, no privileges or facilities shall be granted by either of the Contracting Parties to its own shipping which are not also granted in similar circumstances to the shipping of the other Party.

The foregoing provisions shall not in any way prevent each of the two Contracting Parties from reserving the coastal trade and fisheries in its territorial waters, as well as towage and other port services, to vessels flying its own flag.

Les navires et bateaux naviguant sous le pavillon de l'une des Parties contractantes et porteurs de papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

Les certificats de jaugeage délivrés aux bâtiments de chacune des Parties contractantes, suivant la méthode Moorsom, seront respectivement reconnus sous des modalités qui seront précisées ultérieurement après l'échange des règlements applicables à la matière.

#### Article 7.

Tous les produits du sol ou de l'industrie originaires et en provenance du territoire douanier de l'une des Parties contractantes qui sont importés sur le territoire douanier de l'autre, et qui sont destinés soit à la consommation, soit à la réexpédition, soit au transit, seront soumis pendant la durée de la présente convention au traitement accordé à la nation la plus favorisée. Notamment, ils ne pourront, en aucun cas, être soumis à des droits autres ni plus élevés que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Les exportations à destination d'une des Parties contractantes ne seront pas grevées, par l'autre, de droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

#### Article 8.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production et de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il y a subie.

Les certificats d'origine, établis d'après le modèle que les Parties contractantes se communiqueront ultérieurement, seront délivrés soit par le Ministère du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

#### Article 9.

Les dispositions de l'article 7 ne s'appliquent pas :

- 1<sup>o</sup> Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontière avec les pays limitrophes ;
- 2<sup>o</sup> Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ou économique ;
- 3<sup>o</sup> Au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute-Silésie ;
- 4<sup>o</sup> Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

#### Article 10.

Aussi longtemps que dureront sur le territoire des Parties contractantes les mesures restrictives concernant l'exportation des capitaux, chacune d'elles autorisera les sociétés ou firmes de l'autre et les sociétés ou firmes nationales dans lesquelles sont engagés les capitaux de cette autre Partie, à



Vessels and boats sailing under the flag of one of the Contracting Parties, and carrying the ship's papers and other documents required by the laws of that country, shall be recognised *ipso facto* as possessing that country's nationality in the territorial waters, inland waters, and ports of the other Contracting Party, without being required to furnish any further proof.

Tonnage certificates issued on the Moorsom system to vessels of each of the two Contracting Parties shall be recognised reciprocally, on conditions to be fixed subsequently after an exchange of the regulations which apply in each country in that matter.

#### Article 7.

All products of the soil or industry originating in, or coming from, the Customs territory of one of the Contracting Parties, and imported into the Customs territory of the other and intended for consumption, re-export or transit shall, for the duration of the present Convention, receive most-favoured-nation treatment. In particular, they may not, under any circumstances, be subjected to other or higher duties than those imposed upon the produce or goods of the most favoured nation.

Exports consigned to one of the Contracting Parties shall not be subjected by the other to any duties or charges other or higher than those imposed on the same articles when exported to the country which is most favoured in this respect.

#### Article 8.

Each of the Contracting Parties may, in order to establish the country of origin of imported products, require the importer to produce a certificate of origin attesting that the imported article has been produced and manufactured in the country concerned, or that it is to be considered as such in view of the transformations which it has undergone in that country.

Certificates of origin, drawn up in conformity with the models with which the Contracting Parties will subsequently furnish each other, shall be issued either by the Ministry of Commerce or Agriculture, or by the Chamber of Commerce which is competent where the consignor is concerned, or by any other organisation or body approved by the country of destination. The Government of the country of destination shall be entitled to demand endorsement of the certificate of origin by its diplomatic or consular representative.

#### Article 9.

The provisions of Article 7 shall not apply :

(1) To privileges which have been, or may subsequently be, accorded by one of the Contracting Parties in the matter of frontier traffic with neighbouring States ;

(2) To special benefits resulting from a Customs or economic union ;

(3) To the provisional Customs regime established between the Polish and German portions of Upper Silesia ;

(4) To the special advantages or benefits which may obtain or may subsequently be allowed in the matter of Customs duties and, generally, in all commercial matters, as between Turkey and the countries which were detached from the Ottoman Empire in 1923.

#### Article 10.

As long as restrictive measures concerning the export of capital remain in force in the territory of the Contracting Parties, each of them shall authorise the companies and firms of the other and its own companies or firms in which capital of the other Party aforesaid is invested, to export freely

exporter librement de son pays, sans préjudice des dispositions de l'article premier, numéro 6, les sommes qui leur sont nécessaires pour le paiement de leurs dividendes, coupons d'obligations ou d'actions, intérêts et remboursements d'emprunts ou autres dettes, ainsi que pour l'achat des marchandises.

*Article 11.*

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement sur leurs territoires, en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

*Article 12.*

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconqué, qui grèvent ou qui grèveront la production, la fabrication des marchandises ou la consommation d'un article sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce.

*Article 13.*

Le trafic des marchandises par chemins de fer entre les Parties contractantes s'effectuera sous le régime de la Convention<sup>1</sup> internationale sur le trafic par chemins de fer du 14 octobre 1890, avec toutes les conditions et suppléments introduits d'un commun accord par tous les Etats faisant partie de cette convention.

Les Parties contractantes auront soin, en tant que le change le permettra, d'établir le plus tôt possible des taxes directes, tout au moins pour le trafic des voyageurs et pour celui des marchandises les plus importantes dans les relations les plus usitées.

Les administrations des chemins de fer des Parties contractantes devront prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'exécution rapide et sûre du trafic des chemins de fer entre les deux pays.

Les wagons, voitures et les autres moyens servant pour le transport des marchandises, utilisés dans la communication entre les Parties contractantes et dans le transit, sont soumis aux dispositions de la Convention internationale sur l'utilisation réciproque des wagons (R. I. V.) et à ses prescriptions et conventions supplémentaires ; cependant, les voitures sont soumises aux prescriptions techniques de la convention sur l'utilisation réciproque des voitures et wagons dans les communications internationales (R. I. C.) et à ses prescriptions et conventions supplémentaires.

Il est entendu que toutes les dispositions prévues à l'alinéa précédent ne seront appliquées au trafic avec un Etat tiers qu'au cas où un accord concernant la communication directe par chemins de fer aurait été conclu avec cet Etat.

Les personnes, bagages et marchandises, remis au transport sur le territoire de l'une des Parties contractantes et devant être expédiés pour ou à travers le territoire de l'autre à destination du territoire d'une tierce Puissance, ne seront pas traités moins favorablement, ni sous le rapport de l'expédition ni sous celui des prix de transport et des impôts publics grevant les envois par chemins de fer, que les personnes, bagages et marchandises du pays, ou d'un autre pays quelconque, transportés dans les mêmes conditions, sur le même parcours et pour la même direction.

<sup>1</sup> DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XIX, page 289, tome XXII, page 517, tome XXIV, page 562, et tome XXX, page 184 ; troisième série, tome III, page 920.

from its own territory, without prejudice to the provisions of paragraph 6 of Article 1, the funds which they may require for the payment of their dividends, bonds or share coupons, for the service or repayment of loans or other debts, and for the purchase of goods.

*Article 11.*

The two Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment within their respective territories as regards the various administrative or other formalities necessitated by the application of the provisions of the present Convention.

*Article 12.*

Internal duties and taxes which are or may be levied by the State, the provinces, the communes or other public bodies, in respect of the production or manufacture of goods or the consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties, may not be imposed on the products, goods or articles of the other Party to a greater degree, or in a more irksome manner, than upon similar goods or articles of the country itself.

*Article 13.*

The railway goods traffic between the Contracting Parties shall be conducted in accordance with the International Railway Traffic Convention<sup>1</sup> of October 14, 1890, inclusive of all the provisos and supplementary clauses added thereto by agreement among all the countries which are parties to that Convention.

The Contracting Parties shall, as far as exchange conditions allow, establish through rates, at the earliest possible moment, for passenger traffic and for the most important goods at least, over the most commonly-used traffic routes.

The railway administrations of the Contracting Parties shall take all necessary steps to ensure that the railway traffic between the two countries is handled with efficiency and despatch.

Wagons, coaches, and other means of transport for the conveyance of goods, which are used for communications between the Contracting Parties and for transit purposes, shall be subject to the provisions of the International Convention on the Reciprocal Use of Wagons (R. I. V.) and its supplementary clauses and agreements ; coaches shall, however, be subject to the technical provisions of the Convention on the Reciprocal Use of Coaches and Brake-Vans in International Traffic (R. I. C.) and its supplementary clauses and agreements.

It is agreed that the provisions of the foregoing paragraph shall not apply to traffic with a third State; unless an agreement regarding through railway traffic should have been concluded with that State.

Passengers, luggage and goods accepted for carriage by the transport organisation in the territory of one of the Contracting Parties, and to be sent to the territory of the other for conveyance to the territory of a third country, or through the territory of the other to that of a third country, shall not receive less favourable treatment, in respect either of despatch or of carriage rates or public taxes payable in respect of the conveyance of such persons or goods by railway, than passengers, luggage and goods of that or any other country, when conveyed under similar conditions over the same section of line and to the same destination.

<sup>1</sup> *British and Foreign State Papers*, Vol. 82, page 771, Vol. 87, page 806, and Vol. 92, page 433.

## Article 14.

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée d'une année. Si la convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes au moins six mois avant l'expiration de ladite période d'une année, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

## Article 15.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Lausanne, le vingt-trois juillet mil neuf cent vingt-trois.

(—) J. MODZELEWSKI.

(—) ISMET.

(—) ALEKSANDER ŁADOŚ.

(—) D<sup>r</sup> RIZA NOUR.

(—) H. TENNENBAUM.

(—) HASSAN.

## ANNEXE A.

## CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

## MODÈLE.

Carte de légitimation  
pour  
voyageurs de commerce

Pour l'année 19...  
N° de la carte

Armoirie.

Valable  
en Turquie et en  
Pologne.

Porteur (Nom et prénom)

Lieu..... le 19 .....

L. S. (Autorité qui délivre la carte)

Signature :

.....

Il est certifié que le porteur de cette carte voyage  
pour  
la maison  
les maisons

1. .... à .....

2. .... à .....

3. .... à .....

et que cette maison acquitte  
ces maisons acquittent  
les taxes légales.

Signalement du porteur :

Age .....

Taille .....

Cheveux .....

Signes particuliers.....

Signature du porteur : .....

*Article 14.*

The present Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force for one year. Unless this Convention is denounced by either of the High Contracting Parties, not less than six months before the expiration of this period of one year, it shall remain in force until it is denounced, such denunciation not taking effect until after the expiration of six months.

*Article 15.*

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berne as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lausanne on July 23, 1923.

(Signed) J. MODZELEWSKI.

(Signed) ALEKSANDER ŁADOŚ.

(Signed) H. TENNENBAUM.

(Signed) ISMET.

(Signed) DR. RIZA NOUR.

(Signed) HASSAN.

## ANNEX A.

## IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

## MODEL.

Identity card for  
Commercial Travellers.

For the year 19.....

Card No .....

Arms.

Valid in Turkey and Poland.

Bearer (Christian names and surname)

Place of issue ..... 19.....

L. S. (issuing authority).

Signature :

.....

No. 1189

It is hereby certified that the holder of this card  
is travelling for the following firm  
firms

1. .... at .....

2. .... at .....

3. .... at .....

and that the said firm pays  
firms pay

the statutory taxes.

*Description of bearer :*

Age .....

Height .....

Colour of hair .....

Special characteristics .....

*Signature of bearer :* .....

## ANNEXE B.

Il est certifié que M. ....  
 porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés  
 en .....  
 (Pour les ressortissants polonais : en Turquie, pour les ressortissants turcs : en Pologne.)  
 est domicilié à .....  
 et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de ..... mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

## PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce entre la Pologne et la Turquie conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante :

*Ad article premier.*

Chacune des Parties contractantes s'engage à appliquer les prohibitions sans discrimination d'aucune sorte et, au cas où elle accorderait des dérogations ou licences pour l'importation ou l'exportation des produits prohibés, à ne point favoriser le commerce d'une Puissance quelconque au détriment du commerce de l'autre Partie contractante.

*Ad article 7.*

Vu que l'article 7 de ladite convention de commerce accorde aux produits du sol et de l'industrie des Parties contractantes le traitement de la nation la plus favorisée, les Parties contractantes constatent que l'établissement, pour cause de dépréciation du change, des surtaxes ou des coefficients de majoration des droits d'entrée, frappant les produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie et qui ne s'appliqueraient pas à tous les autres pays, seraient contraires à l'esprit de la présente Convention.

Fait en double exemplaire à Lausanne, le vingt-trois juillet mil neuf cent vingt-trois.

(—) J. MODZELEWSKI.  
 (—) ALEKSANDER ŁADOŚ.  
 (—) H. TENNENBAUM.

(—) ISMET.  
 (—) D<sup>r</sup> RIZA NOUR.  
 (—) HASSAN.

## ANNEX B.

It is hereby certified that M. ....  
 the bearer of this card, proceeding with his goods to the fairs and markets  
 in .....  
 (Insert : Turkey, in the case of Polish nationals, and : Poland, in the case of Turkish nationals.)  
 is resident at ....., and that the statutory taxes imposed  
 must be paid in respect of his business.

This card is valid for a period of ..... months.

(Place, date, and signature and seal of the issuing authority).

## FINAL PROTOCOL.

On the occasion of the signing of the Commercial Convention concluded this day between Poland and Turkey, the undersigned Plenipotentiaries have made the following Declaration :

With reference to Article 1 :

Each of the two Contracting Parties undertakes to apply the prohibitions without discrimination of any kind ; and, should it grant exemptions or licences for the importation or exportation of the prohibited products, not to favour the trade of any Power whatsoever to the detriment of the trade of the other Contracting Party.

With reference to Article 7 :

Inasmuch as Article 7 of the present Commercial Convention grants most-favoured-nation treatment to the products of the soil and industry of the Contracting Parties, the Contracting Parties declare that the introduction, owing to currency depreciation, of surcharges or coefficients of increase in respect of import duties on products of the soil or industry of the other Party, if they do not apply to all other countries, would be contrary to the spirit of the present Convention.

Done in duplicate at Lausanne, July 23, 1923.

(Signed) J. MODZELEWSKI.

(Signed) ALEKSANDER ŁADOŚ.

(Signed) H. TENNENBAUM.

(Signed) ISMET.

(Signed) DR. RIZA NOUR.

(Signed) HASSAN.

